



Obsession sécuritaire

Restriction des libertés pour les uns,
impunité pour les autres

P4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 907

10 février 2010

prix: 0,70 €

Pénibilité :



Ils ne lâcheront rien !!!

■ Monde Arabe

Le souffle de la liberté ?

P 2

■ Programme populaire partagé



Pierre Laurent, en Loire-Atlantique, à la rencontre de syndicalistes débat sur l'industrie

P 3

■ Sécurité sociale

La sécu manque de moyens humains pour répondre aux besoins des usagers

P 5

■ Nantes métropole en 2030

L'urbanisme en question

P 6

■ La Baule

La marie UMP n'aime pas le logement social

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Parlons gros sous



A en croire l'actualité, la crise continuerait de sévir sur notre pauvre planète... Et bien enfin une bonne nouvelle dans ce monde de brutes : le produit de l'impôt sur les grandes fortunes devrait atteindre 4,46 milliards d'euros pour 2010 soit 360 millions de plus que ce prévoyait la grande Christine.

Faut pas déconner

C'est bien parce que les riches le sont de plus en plus que nos gouvernants veulent supprimer l'impôt sur la fortune. C'est ainsi que les prévisions de Bercy tablent sur une économie de 427 millions d'euros réalisée par les plus riches assujettis à l'ISF avec les nouvelles dispositions fiscales.

Mais alors...qui va payer ?

Pour compenser ce manque à gagner, Bercy envisage de transférer la ponction de ces milliards d'euros sur l'ensemble des propriétaires français et ce pour exonérer quelques 562 000 privilégiés, en taxant les plus values réalisées sur la vente des résidences principales au taux de 31,3 %.

Reparlons gros sous

En pleine crise, les dividendes versés par les entreprises françaises sont au top. Avec 236 milliards d'euros, les boursicoteurs peuvent voir la vie en rose. Depuis la première année de notre millénaire, ces dividendes sont passés d'un peu plus de 100 milliards d'euros à 236 aujourd'hui. Par contre les investissements ont continué à chuter. Un bon travail selon la grande Christine... Reste à voir...

Comment trouver de l'argent ?

Les assurances viennent de nous signifier l'augmentation de leurs tarifs de 3 à 6 %. « Voyez vous mes braves gens, nous disent-elles, il faut faire face à toutes ces catastrophes naturelles qui nous coûtent très chères... » Et pourtant, la bonne santé de nos assureurs nationaux ne fait pas de doute. L'an passé, ils ont réalisé un chiffre d'affaire de 207 milliards d'euros soit une augmentation de 3,8 % par rapport à l'an dernier qui lui aussi était en progression par rapport à l'année précédente.

Du grain à moudre

Selon un sondage IFOP-la Croix, les français sont dans le peloton de tête des peuples qui veulent abandonner le système capitaliste et l'économie de marché. Ils sont 33 % à se prononcer en ce sens contre 3 % de chinois seulement... Bizarrement, ni les Grecs, ni les Espagnols, ni les Irlandais ou les Portugais n'ont été interrogés... ils avaient pourtant sûrement quelque chose à dire...

Point de vue

par Marie Annick BENÂTRE

La situation politique dans laquelle nous sommes fragilise des pans entiers de notre société. Le choix de faire payer l'addition aux français et aux Françaises en imposant de nouveaux reculs aux services publics et à la protection sociale amène difficultés et inquiétudes.

Prenons l'éducation ! Les enquêtes internationales montrent que la France se caractérise par un système éducatif où les inégalités scolaires sont les plus fortes et où elles rejoignent le plus les inégalités sociales. Malgré ce contexte ; les annonces de suppressions de postes dans l'Education nationale se poursuivent. 16000 nouvelles suppressions sont ainsi prévues à la rentrée 2011. Ces annonces déclinées localement ont des répercussions non négligeables pour les élèves, les familles, les équipes éducatives et les collectivités locales. **Ces choix, guidés par une simple logique comptable soumise au dogme de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, vont détériorer le service public de l'Education**

Autre choix éclairé par une cohérence libérale : celui de la prise en charge publique-privée de la perte d'autonomie des personnes âgées. Le rapport sénatorial préconise d'améliorer le sort des aînés dépendants en puisant dans le patrimoine des bénéficiaires et via des assurances privées complémentaires à un financement public. J'aurai pu évoquer la politique de logement et le

choix de prélever une taxe supplémentaire sur les bailleurs sociaux réduisant d'autant leur capacité d'investissements. J'aurai pu aborder les questions de santé pour lesquelles une journée d'actions est prévue le 2 avril. Quand en même temps, N.Sarkozy veut inscrire dans la Constitution l'austérité et ainsi ne pas s'attaquer aux causes même des déficits -et ce pour aujourd'hui mais aussi pour l'avenir- nous voyons bien que **l'austérité est la seule politique actuelle.** Terrible constat ! Et que de souffrance et d'angoisses constatées au quotidien !

Parmi les slogans qui agitaient les cortèges de fin d'année dernière, qui n'a pas entendu ces mots : « de cette société-là, on n'en veut pas ! ».

Comment alors être pleinement dans la construction de réponses alternatives et durables ? Les communistes sont ainsi appelés à participer à la construction de fronts élargis contre tous ces mauvais coups et en même temps à ouvrir des espaces de débat sur les contenus et l'ampleur que nous voulons donner à la transformation sociale.

C'est dans cet esprit combatif et avec cette volonté de rendre la parole et le pouvoir aux citoyens que le PCF aborde les élections de mars prochain.



« rendre la parole et le pouvoir aux citoyens »

■ Monde arabe : l'onde de choc de la liberté

L'onde de choc de la liberté et de l'aspiration à la démocratisation et à la justice parcourt le monde arabe. De Tunisie, d'Egypte, d'Algérie, de Jordanie, du Yémen, les jeunes, les travailleurs, les pauvres sortants des bidonvilles bravent, avec un admirable courage, des dirigeants autocrates, cupides, corrompus, accapareurs, exploités, protégés par des polices armées de balles nord-américaines ou européennes. **Les peuples prennent conscience que leur unité et leur force sont supérieures à celles des régimes qui les ont**

dominé depuis tant d'années. L'arsenal répressif, policier, judiciaire, ne peut empêcher le renversement des régimes antidémocratiques, autoritaires, dictatoriaux.

Nous ne pouvons que souhaiter que ce ne soit pas le capitalisme le plus débridé, avec de nouveaux oligarques tout aussi autoritaires qui soit choisi. **Derrière le prétexte d'une prétendue stabilité de cette partie de la planète, il y a la volonté de préserver coûte que coûte un ordre capitaliste qui tire sur les foules.** Ce que les pays dominants souhaitent, c'est tout simplement ce que résume la formule célèbre du Guépard : « que les choses changent pour que tout continue comme avant ». La crise mondiale et la

spéculation, qui renchérit anormalement les prix alimentaires, auront accéléré le déclenchement des révolutions.

La stratégie de la peur vient de se retourner, à Tunis comme au Caire, contre ses dirigeants, qui

ne devaient leur salut qu'à des élections truquées et à la complicité des Etats-Unis et des institutions européennes. Les « démocraties » occidentales n'empêcheront pas les peuples de faire l'Histoire. Puisent-ils trouver par eux-mêmes des voies originales de changement et



d'émancipation comme l'expérimentent les peuples latino-américains. Selon les mots de Saint-Just, la Révolution française avait fait du bonheur une idée neuve en Europe. C'est la révolution même qui semble devenir une idée neuve dans le monde arabe.

De vous à moi...

Allez... encore un coup de bélier de plus dans l'éducation nationale. Ce n'est plus au dégraissage de mammoth si cher à Claude Allègre que l'on a à faire, mais tout simplement à la mise en place d'un dispositif permettant de miner de l'intérieur notre système éducatif public français, à l'exemple de termites sur un chambranle de porte. Le « très médiatique » Luc Chatel vient en effet de mettre en place pour les principaux de collèges et les proviseurs de lycée le principe d'une prime pour « accompagnement de sa politique ». Il s'agit ni plus ni moins d'une

récompense de servilité de quelques 6000 euros tous les trois ans (s'il vous plaît) pour bons services rendus dans l'entreprise de casse et de suppression de 16 000 nouveaux postes après les 50 000 de ces dernières années.

Ainsi, « le fier à bras » ministre de l'éducation nationale, donnerait la responsabilité première de l'application de sa politique aux chefs d'établissements sur les dossiers sensibles tels les résultats scolaires, les élèves en grandes difficultés, les projets pédagogiques... et le tout contre quelques avantages financiers sonnants et rébu-

chants.

L'éducation de nos chères têtes bondes serait ainsi soumise à l'arbitraire de chefs d'établissement qui, feraient tout pour être cités au tableau d'honneur, bénéficier de la remise des prix et éviter à tout prix les pièges de critères donnant droit à la belle récompense promise. Adieu notre si chère école de Jules Ferry, adieu instituteur laïc, volontaire et sincère qui savait donner de sa personne pour le bien de nos petits. Adieu, adieu adieu et....bonjour les dégâts...

Y.C.

VITE LU
VITE DIT

Un bateau français pour Gaza



Au plan national, 60 associations, syndicats et partis politiques, avec le soutien d'élus et de personnalités publiques, enverront un bateau au printemps 2011 aux côtés de bateaux d'une vingtaine de pays.

UNE ACTION PACIFIQUE, UN ACTE CITOYEN POUR :

- Dénoncer et briser le siège israélien illégal de Gaza,
- Promouvoir et faire respecter le droit international,
- Répondre à la crise humanitaire des 1,5 millions de Palestiniens de Gaza,
- Dénoncer l'absence de vraies pressions de nos États qui se contentent de paroles.

Le PCF44 s'associe à l'initiative « un bateau français pour Gaza », pour briser le siège illégal de la bande de Gaza, au nom du droit et de la justice. Il invite tous ceux qui n'oublient pas Gaza à financer l'envoi du bateau. Vous pouvez donner soit verser en ligne : www.unbateau-pourgaza.fr/dons, ou par chèque libellé à : « MRAP - Un bateau pour GAZA France » 43 bd Magenta 75010 Paris (Les dons sont déductibles de vos impôts à hauteur de 66%)

Ecologisme

Une fois de plus Europe-Ecologie - Les verts font preuve de sectarisme ! Tout leur est bon pour attirer l'attention et se positionner contre le transfert de l'aéroport vers Notre-Dame-des-Landes. Quand ils se prononcent contre l'enveloppe régionale en faveur du ferroviaire, ils prennent une posture absolutiste bien incompréhensible d'un point de vue écologique. Si le transfert de l'aéroport semble leur poser problèmes, les gesticulations aux quatre coins de la planète en avion beaucoup moins.

Programme Populaire Partagé

L'industrie en débat

Midi, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF arrive à Nantes pour échanger avec des syndicalistes, des élus communistes et républicains et des candidats aux cantonales de l'agglomération nantaise.



Dans la salle, en nombre, des syndicalistes du port, de la SNCF, d'Airbus, des territoriaux, mais aussi d'entreprises comme MHS...

Au premier étage de la fédération du parti communiste, le secrétaire national du PCF s'intéresse de près à la situation de l'industrie tant sur le plan local que national. Il faut dire que sa venue en Loire-Atlantique est entièrement consacrée à la problématique industrielle.

Au programme, après sa visite nantaise, il s'est rendu au terminal agro-alimentaire de Montoir-de-Bretagne pour rencontrer et **assurer de son soutien les salariés du port en lutte** pour la reconnaissance de la pénibilité. Il a ensuite terminé son étape ligérienne à St-Nazaire. Là,

les portes de STX lui sont restées closes, une fois de plus, la direction de l'entreprise a refusé qu'un dirigeant communiste puisse visiter le site des Chantiers Navals ! Pourtant, le 25 janvier dernier, cette même direction recevait en grande pompe et pour la troisième fois Nicolas Sarkozy. Et ce, pour un exercice d'auto congratulation sans que celui-ci ne présente aucunes réponses rassurantes pour la survie des chantiers à long terme. Pierre Laurent a tout de même rencontré des syndicalistes des chantiers, puis échangé avec des salariés, des militants sur le terre-plein de Penhouët, pour ensuite se rendre à la soirée de débat sur l'industrie toujours à St-Nazaire.

Ils s'expriment sur la venue de Pierre Laurent en Loire-Atlantique



Nathalie BLIN
Déléguée syndicale CGT MHS

L'entreprise MHS

est en pleine tourmente, alors que 48 salariés seront repris par la société Atmel, 52 autres attendent ou ont reçu une notification de licenciement. Malgré cela, Nathalie Blin est venu à Nantes « Pour remercier Aymeric Seassau et Marie Annick Benâtre (respectivement conseiller régional et conseillère municipale) pour leur soutien » lors des différentes luttes menées au cours de ces derniers mois. Même si elle n'est pas encartée et ne connaissait pas trop Pierre Laurent,

« elle se sent proche en tant que syndicaliste » de ce que peuvent défendre les communistes.

Yves TUAL
Secrétaire général CGT des personnels des ports et Docks de Nantes-St-Nazaire



« Il est important que des élus, des responsables politiques soient à nos côtés dans cette période difficile que nous traversons (cf page 5 sur le mouvement en cour sur le port), comme il est important de faire sentir que par rapport aux échéances électorales à venir il nous faut une gauche forte et des élus communistes pour porter la voix du peuple »

Pierre Laurent : « des solutions alternatives pour l'industrie »

Tout au long des rencontres et des débats qui ont émaillé sa journée en Loire-Atlantique, Pierre Laurent a insisté sur les dérives de la



financiarisation de l'économie et des logiques de rentabilités à très courts termes qui font peser de graves dangers autant sur l'industrie que sur l'ensemble des secteurs économiques. 86000 emplois industriels détruits en 2008, 170000 en 2009. Pour le secrétaire national du PCF, « les richesses produites par l'emploi industriel sont gaspillées par les opérations financières des grands groupes ». L'an passé ajoutera-t-il à plusieurs reprises « la part des dividendes

dans la valeur ajoutée des grandes entreprises françaises est passée au dessus de ce qui est consacré à l'investissement ». Il est bien sûr intolérable pour lui que dans une situation de crise comme celle que l'on connaît, les richesses créées ne profitent qu'aux actionnaires. Il ajoute également que ce même « cancer financier mine les services publics. Le chantage que fait le gouvernement au nom de la

dette et de la réduction des dépenses publiques trouve son origine dans le fait qu'il y ait de moins en moins de ressources fiscales car l'Etat exonère cette croissance folle de la spéculation et des revenus financiers ». Pour beaucoup cette situation ne peut plus durer « le besoin de rupture est largement ressenti ». C'est là, pour Pierre Laurent, que le Front de Gauche - « une démarche ouverte de rassemblement, ferme sur les contenus » - peut apporter des réponses novatrices.

Forum Citoyen : Pour une industrie forte

Notre industrie a de l'avenir, c'est le message qu'ont voulu faire passer syndicalistes et militants communistes présents à St-Nazaire pour le forum citoyen autour de l'industrie et ce malgré la crise et le manque d'ambition de la droite.

Près de 100 personnes s'étaient rassemblées Salon République pour échanger et avancer des propositions, des interrogations en vue de la construction d'un programme partagé autant pour 2012 que les prochaines cantonales.

Autour de Pierre Laurent, les responsables Cgt Alain Manara d'aérolia, Christophe Hiou de la raffinerie de Donges, Joël Cadoret des chantiers STX sont intervenus à tour de rôle pour partager leurs points de vue autant sur l'industrie que sur les stratégies politiques à adopter. Dans la salle, si les stratégies pour l'industrie posent question, les contours du front de gauche en vue de 2012 aussi. Décroissance, productivisme,

place des services publics au cœur du développement industriel, enjeu pour la navale, l'aéronautique... les syndicalistes insistent sur le besoin d'un relai politique et font part des incohérences de leurs employeurs

: Total malgré des bénéfices records veut fermer 3 raffineries d'ici 2020, Airbus, avec un plan de charge à 7 ans recours aux contrats précaires



et aux heures supplémentaires; STX qui dans une situation difficile tend à rester dans la logique du mono-produit.

Un débat riche et constructif qui en appelle d'autres, le prochain aura lieu le 3 mars à Nantes, il aura pour thème : « pour une autre utilisation de l'argent » avec des syndicalistes, des économistes et des responsables politiques.

Vertou : L'éducation en question

Un forum qui avait pour thème « l'éducation » s'est tenu à Vertou le mercredi 26 janvier. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre de la construction du programme populaire partagé qui sera porté par le Parti Communiste et le Front de gauche dans les échéances électorales de 2012. L'échange intéressant de la soirée a permis de mettre en évidence toutes les attaques de la droite contre l'éducation nationale au profit du privé et dans une logique comptable de marchandisation de l'enseignement.

Didier HUDE, syndicaliste de la FSU a dressé un constat alarmant et donné des pistes de travail et de réflexion pour un système éducatif public de qualité. Les participants à ce forum ont réaffirmé la nécessité d'une école républicaine publique gratuite et laïque dotée de budgets adaptés en rupture avec les logiques capitalistes notamment pour la formation des enseignants.



Le dossier.

La sécurité

La société est malade des inégalités !

■ Il y avait la lessive 3 en 1. Voici la loi fourre-tout ! Par Serge GARDE*

Adoptée le 21 décembre 2010, la loi dite LOPPSI 2 est un nouvel exemple de l'instrumentalisation de la sécurité par la Droite. Elle cible les squatteurs et les « campements illicites » de Roms. Elle délègue aux policiers municipaux des missions (fouilles, contrôles d'identité et de l'alcoolémie...) dévolues à la police nationale. Elle tend à généraliser la vidéosurveillance et le fichage des citoyens. Au motif de lutter légitimement contre les sites cyberpédocriminels, cette loi entrouvre la perspective d'un espionnage généralisé sur l'Internet. Elle aggrave les peines « plancher » pour les délits d'inadaptation sociale, ce qui revient à faire de la justice un distributeur automatique de peines de prison, indépendamment de la personnalité du délinquant et des circonstances entourant le fait délictueux. Elle légalise les couvre-feux pour les mineurs entre 23 h et 6 h du matin, selon le bon vouloir du préfet. Elle rétablit la double peine à l'encontre des délinquants étrangers (elle avait été abrogée en 2003 par... Nicolas Sarkozy !). Elle prévoit que les salariés des entreprises de transports publics effectuent les contrôles dans le métro ou les bus...

La sécurité ? Une affaire trop grave pour être un enjeu politique. La Droite, en échec dans tous les domaines y compris sur la sécurité, veut nous faire croire que notre société est saine et qu'elle est menacée sur ses marges.

Les pauvres, les Roms, les migrants, les jeunes des cités... La liste des boucs émissaires n'est jamais close

Mais ce diagnostic est faux ! Et il n'est pas contesté par les forces de Gauche. Certes, notre vie quoti-

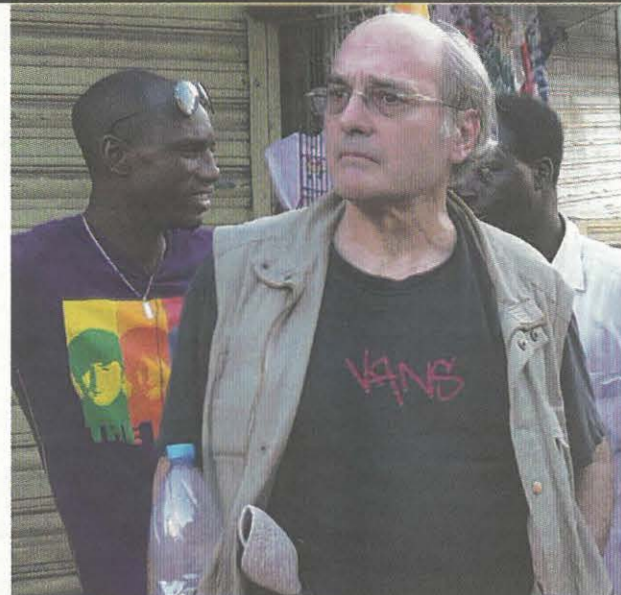
dienne est souvent empoisonnée par des incivilités, des actes commis par des personnes en pleine dérive d'inadaptation ou d'exclusion sociale. Cette délinquance, bien visible, il faut la réprimer et la prévenir.

Mais il existe une autre délinquance, invisible celle-là, qui ruine le pays et qui fabrique massivement de l'exclusion sociale : la criminalité financière qui, elle, n'est pas combattue. Comme le poisson qui pourrit par la tête, notre pays est victime de la collusion entre le pouvoir et les lobbies patronaux et financiers. Corruption, spéculations éhontées, népotisme, clientélisme... Oui, lutter contre l'insécurité est indispensable. Encore faut-il lutter contre les deux criminalités, celle qui empoisonne la vie quotidienne et celle qui ruine le pays et la morale publique. La Droite se focalise sur la première, pour masquer l'impudence et l'impunité de la haute finance, responsable de la crise actuelle.

Lutter contre les deux criminalités !

La loi LOPPSI 2 sert à masquer le programme mis en œuvre par N. Sarkozy. A peine élu, il avait déclaré devant le MEDEF qu'il voulait « dépenaliser le droit des entreprises. » Et dans ce domaine, le président a tenu sa parole.

Une chose est de dénoncer le racket des banques, les malversations des patrons voyous (quel patron du CAC 40 ne l'est pas, puisqu'il dirige des filiales dans des paradis fiscaux) ? Quand attaquera-t-on au pénal les banksters ? Quand déposera-t-on des projets de loi pour rendre illégal ce qui, dans le domaine économique, est immoral ? Trainer devant les tribunaux



les criminels de la haute finance, c'est rendre visible leur délinquance. Quand expliquerons-nous qu'il faut un secteur bancaire nationalisé, aussi, pour lutter contre les criminalités et l'insécurité ?

Il est temps, pour la Gauche (pour le PCF ?) de clamer haut et fort que la sécurité est une de ses valeurs. Et démontrer par ses actes qu'elle seule est potentiellement capable de lutter contre les deux criminalités. A condition de ne pas se coucher devant les puissances d'argent et de ne pas sous-estimer l'indispensable combat contre les autres délinquances et incivilités, celles qui pourrissent la vie et nourrissent le racisme.

Cessons de faire l'autruche, débattons et agissons !

* Serge Garde est grand Reporter, ancien journaliste à l'Humanité. Auteur du livre : « Le crime paie... Lettre ouverte à celles et ceux qui se désespèrent de voir la Gauche galérer sur l'insécurité » (éditions du Survenir), téléchargeable gratuitement sur : survenir.unblog.fr

Ils ont dit !

Le gouvernement fait la guerre aux habitants des logements de fortune.



Pour renforcer sa politique répressive et raciste vis à vis des Roms, gens du voyage, et plus généralement des populations les plus précaires, le gouvernement a inclus dans le projet de loi LOPPSI 2, l'article 32 Ter A. Cette loi doit être adoptée définitivement par le Parlement le 8 février 2011.

Cet article vise les habitants des bidonvilles, d'habitations de fortune, de campements de sans abri, mais aussi les squatteurs, c'est à dire les personnes les plus gravement touchées par la crise du logement. Sont aussi visées les personnes qui ont choisi d'habiter caravanes, roulottes, tipis, yourtes... Il permettrait au préfet de mettre en demeure les personnes occupant ces lieux de les quitter, sans indemnisation, ni proposition de relogement.

Ce sont les principes de la protection judiciaire

du domicile, des biens, de la vie privée et familiale qui sont ainsi bafoués. La procédure actuellement en vigueur pour l'expulsion des logements de fortune nécessite une décision du juge ; elle protège d'une expulsion en hiver ; elle permet de prévoir un dispositif de relogement ; elle prévoit la protection des biens des personnes expulsées.

Plus de 70 associations, syndicats, partis politiques demandent donc le retrait de cet article, le respect de la loi sur les terrains d'accueil adoptée en 2000, des mesures législatives qui reconnaissent la qualité de domicile à l'habitat choisi. Ils exigent que la politique de résorption des bidonvilles et des habitats de fortune s'inscrive dans les politiques du logement, la mise en œuvre de la loi DALO, pour que toutes et tous puissent être logés dignement.

Ils dénoncent la politique répressive et stigmatisante du gouvernement qui s'attaque aux plus modestes et aux plus fragiles.

Françoise THOMAS
Comité de Nantes du MRAP

■ NLA a rencontré l'adjoint chargé de la sécurité et la tranquillité civile à Nantes. NLA : Pour vous, la politique de l'Etat en matière de sécurité : efficace ou effets d'annonce ? G.NICOLAS : Rappelons en 1er lieu que la police comme la justice sont des compétences de l'Etat et que pour moi, la sécurité doit être proche des citoyens et au quotidien. Or dès 2002, la police de proximité a été abandonnée et a ainsi délaissée la tran-

quillité des quartiers. Par contre, il y a inflation de textes législatifs. Plus de 30 textes votés sur la sécurité qui font suite le plus souvent à des faits divers. En même temps, depuis 2007, plus de 10000



emplois ont été supprimés.

NLA : N'est-ce pas un nouveau désengagement de l'Etat ?

G.N : Ce qui se dessine ce sont des nouvelles charges financières supplémentaires pour les collectivités locales. LOPPSI II, par exemple, prévoit le développement de la vidéo, outil qui est loin d'avoir démontré son efficacité ; et celui des polices municipales. Les habitants n'ont pas à payer deux fois, une fois avec leurs

impôts sur le revenu et une 2ème avec les impôts locaux.

NLA : Quels sont les axes à développer ?

G.N : Il y a un besoin urgent de recréer une police de proximité. A terme, le maire doit être placé au centre de la tranquillité publique ; pas par un transfert de compétences, mais en construisant une vraie politique de contractualisation entre l'Etat et les collectivités locales. Ainsi, on fait rentrer la démocratie dans cette politique publique.

Un vaste fourre-tout législatif

NLA nous a demandé d'écrire quelques lignes à propos de la Loi LOPPSI 2 :

Mardi 21 décembre, l'Assemblée Nationale a adopté cette nouvelle loi sur la sécurité intérieure. Elle décline



les thèmes sécuritaires développés par le gouvernement depuis plusieurs mois. Ce texte recouvre des domaines si différents que la cybercriminalité, les fichiers policiers, la vidéosurveillance, les expulsions locatives ou le permis à points.

Quelques unes des dispositions : - Les fichiers Stic et Judex contiennent des milliers de données dont seules 20% sont rigoureusement exactes d'après la CNIL.

- La vidéosurveillance baptisée « vidéo protection » prévoit une importante extension de la surveillance par caméras. Le préfet peut faire installer un dispositif pour toutes manifestations de grande ampleur.

- Un « mouchard » peut être installé dans les domiciles et véhicules privés pour accéder à des données informatiques

- La visioconférence sera désormais possible pour juger un prévenu en audience correctionnelle quand celui-ci est détenu.

- Quant aux constructions illicites, le préfet après une mise en demeure de quitter les lieux, peut faire procéder à une évacuation forcée et ordonner la destruction.

Comment ne pas conclure : « J'en passe et des meilleures.. »

Ce texte sera de nouveau discuté en séance publique au Sénat le 8 février prochain.

Annie RICHARD
Section de Nantes et du Pays nantais
Ligue des droits de l'Homme

PRENONS NOTE...

SCOOP : Thibault a la sinusite !

Répondant à ceux qui rêvent d'une CGT déboussolée et d'un secrétaire affaibli, Bernard Thibault a livré son bilan de santé de cette façon humoristique. Il a précisé par ailleurs que la CGT se porte très bien et souligné le travail de ses militants. Ainsi le CCN des 3 et 4 février a voté à l'unanimité sa volonté de poursuivre le combat de façon unitaire, et propose une réunion aux autres syndicats pour définir les revendications et mobilisation communes.

Camarades CRS

Dans un secteur professionnel où on ne s'y attend pas forcément, l'action syndicale démontre son efficacité. Ainsi, les politiques du gouvernement à l'encontre de l'emploi, des missions publiques et les réductions massives d'emplois résultant de la RGPP ont été battues en brèche par la détermination des CRS. Il est ainsi mis fin à la dissolution de plusieurs compagnies et aux suppressions d'emplois. D'ailleurs, la CGT salue cette action syndicale dans laquelle ses militants ont pris toute leur part. Et l'on se prend à rêver... Et si cette lutte s'était déroulée au moment du conflit sur les retraites ?

Le statut de fonctionnaire attaqué par tous les bouts

Le député Jean-François Mancel (UMP) a déposé le 13 janvier 2011 une proposition de loi qui vise à réserver le statut de la fonction publique aux seuls agents exerçant une fonction régaliennne. Il affirme que "la France est le seul grand pays développé où il existe encore une séparation totalement étanche entre le statut des fonctionnaires et celui des salariés du secteur privé". Et surtout : "cette réforme du statut aurait un impact non négligeable sur les dépenses publiques". Pour sa part, la FSU rappelle qu'au Royaume Uni, la gestion déléguée de l'administration publique, représente 21,5% du PIB contre 18% consacrés en France (2005).

Le collectif, ça fonctionne !

« La CGT MHS Electronics tient à remercier vivement tous ceux, en interne comme en externe, qui l'ont soutenu par ce mouvement social et l'ont accompagné dans ces négociations. Grâce à cette mobilisation, nous avons obtenu pour les salariés licenciés une amélioration de leurs conditions de départ à la hauteur de notre requête ! »

Medias sous contrôle en Hongrie

S'il est vrai que la liberté de la presse est une condition pour le fonctionnement de la démocratie en Europe, alors la nouvelle loi hongroise sur les médias doit pouvoir faire sonner toutes les sonnettes d'alarme. En vertu de cette loi le gouvernement et le Premier ministre par l'entremise de leur grande majorité au Parlement peuvent remplir ces institutions avec leurs sympathisants, leur donnant un contrôle sans précédent et l'autorité sur les médias.

Seita : Moins de pouvoirs aux salariés

Imperial Tobacco annonce la suppression des administrateurs salariés au CA de la Seita. Par contre, il n'est pas envisagé de supprimer les administrateurs de la direction et leurs jetons de présence, véritables jetons de « vidéo présence », puisque la plupart y participent par ce mode ! Il est à craindre que le changement de statut de la Seita SA en Seita SASU sera lourd de conséquences en termes d'information pour les représentants du personnel.

10 février : Droits et Citoyenneté

Injustice fiscale, inégalités scolaire, territoriales et générationnelles augmentent. L'égalité est à conquérir. Mise en pièces de tous les services publics et de la cohésion territoriale. Les solidarités sont mises à mal. « Vivre ensemble repose sur l'effectivité des droits sociaux, des solidarités » : c'est le thème du débat organisé le 10 février à 20h à la Fac de Médecine - Amphi 8 (rue Gaston Veil à Nantes - Tram Commerce ou Hôtel Dieu), à l'invitation de nombreuses organisations progressistes, et la participation de Gérard MORDILLAT, Romancier et Cinéaste (Les Vivants et les Morts, France 2 - 2010) et JM HARRIBÉY, Economiste (Le développement soutenable par la réduction du temps de travail).

URGENCE - Sécurité Sociale

Cela fait maintenant un an que la Caisse Primaire d'assurance maladie de Loire-Atlantique est née de la fusion à marche forcée des 2 ex-CPAM de Nantes et de Saint-Nazaire. Le résultat, au-delà des chiffres (150 agents en mobilité géographique ou fonctionnelle, environ 2 mois de retard pour traiter les demandes), ce sont des salariés en difficultés face aux assurés sociaux qui attendent leurs prestations, des salariés en souffrance face à une charge de travail insupportable (avec l'explosion de la précarité en France, les situations à traiter sont de plus en plus complexes) et à l'absence de perspectives professionnelles. Les solutions préconisées par la Direction : 14 CDD, 4 samedis en heures sup, fermetures d'agences d'accueil 2 ou 3 jours par semaine, pour habituer les assurés à ne plus venir aux permanences. Ces mesures se cumulent avec le plan, (voté en juin dernier par le Conseil de la CPAM), de réduction massive de l'accueil avec des fermetures effectives : Bouaye, La Montagne, Riaillé et de nombreuses permanences qui étaient ouvertes une demi-journée par semaine. Des menaces pèsent sur Orvault, Rezé, Le Loroux Bottereau, Pornic, Guérande, La Chapelle sur Erdre, La Boissière, Vieilleville, Savenay et Pontchâteau. Seule la CGT a voté CONTRE cette réduction dramatique de l'offre d'accueil qui va pénaliser une fois de plus les plus fragiles. Ce qui s'applique à la sécu, c'est la logique « RGPP » : après 200 emplois supprimés en 5 ans sur Nantes et Saint Nazaire, la Convention d'Objectif et de Gestion 2010/2013 aggrave la situation des caisses avec la perspective d'un remplacement pour 2 départs. **L'heure est à l'urgence** : pour sauver la branche maladie dans le 44, il faudrait recruter au minimum 40 agents en CDI, mettre en œuvre un vaste plan de formation et reconnaître les qualifications des salariés. Les autres organismes de Sécu vivent les mêmes difficultés mettant à mal la qualité du service rendu aux assurés sociaux et allocataires. Aussi, à l'appel de CGT, FO, CFTC et CGC, les personnels étaient dans l'action le 8 février, avec une manifestation nationale à Paris devant l'Union Nationale des Caisses de Sécurité Sociale (UCANSS).



De G à D : Marie Claude ROBIN (UD CGT), Jean Yves LEHUE-DEC (CPAM), Stéphane CLAUDIC (URSAFF), Denis LALYS (FD CGT)

MARIANI : dégage les ports !



Alors que le conflit sur la prise en compte de la pénibilité en est à sa quatrième semaine, le secrétaire d'État aux Transports a décrété non négociable le droit au départ anticipé de quatre ans pour travaux pénibles. Ce point est pourtant acté entre salariés et employeurs depuis le 27 octobre 2010, et validé 5 jours plus tard par Borloo. Ce gouvernement n'a décidément aucun respect de la parole donnée ! Outre le violon qu'il a joué sur « les métiers pénibles » pour faire passer sa réforme des retraites, il ignore délibérément les rapports de la Médecine du travail. **Ceux-ci attestent d'une espérance de vie écourtée de 7 à 8 ans pour les travailleurs portuaires français.** Ceux-ci ne demandent rien de plus que le respect des engagements pris, et les mêmes droits que leurs collègues des pays voisins, que Sarkozy aime citer en exemple... L'intransigeance du gouvernement sur ce point s'explique sans doute par sa crainte de voir les dockers faire un exemple en ouvrant une brèche dans la réforme des retraites. Parallèlement, une cam-

pagne ignominieuse se développe à l'encontre des portuaires. Même la Cour des Comptes s'en mêle, tentant de salir les salariés de Marseille et leur syndicat majoritaire. Faut-il que ça les chagrine, cette lucidité chez des travailleurs qui ont toujours limité l'éparpillement de leurs forces dans plusieurs syndicats ! Même CHE-REQUE y va de son commentaire sur un système syndical « pas tout à fait démocratique » et sur la cause du conflit, parle de « dysfonctionnement de l'état ». Belle défense des travailleurs de la part d'un secrétaire confédéral ! Heureusement que les salariés européens, eux, ont le sens de la solidarité ! Elle se traduit par le non-déchargement des navires détournés de la France, ou le blocage des marchandises dans ces ports. Ils se disent prêts l'arrêt de travail si la situation ne trouve pas d'issue favorable très rapidement. En France, les Elus communistes poursuivent leur soutien. Une délégation syndicale a été reçue le groupe Communiste au Sénat, et Daniel PAUL est intervenu à l'Assemblée Nationale.

Une « dénonciation » bien hypocrite !

Le secrétariat général de l'enseignement catholique (SGEC), dans un document solennellement intitulé « Plusieurs milliers de classes vont fermer - Intenable ! » dénonce les réductions d'emploi annoncées par le ministère de l'Education nationale, 1633 pour la rentrée 2011, et une prévision de 5000 à 7000 emplois sur les 3 années à venir. **Il oublie toutefois de préciser qu'ils ne contribuent qu'à 10% de la baisse de postes, alors que quand les postes augmentent, ils en prennent 20%** ! Mais, dans le même document, l'enseignement catholique se dit conscient des efforts à faire pour

assainir les finances publiques (de quoi je me mêle !), et propose ses solutions : La « réduction du volume horaire d'enseignement », « la réduction ou le regroupement de matières enseignées », « la réduction du nombre d'options » : en fait, réduire la qualité de l'offre scolaire ! Les parents qui souhaitent l'accès de leurs enfants aux options les moins répandues devront les inscrire... dans le privé. Une autre proposition est : « Une nouvelle gestion de la Dotation globale horaire (DGH) des établissements : le chef d'établissement devrait disposer d'une dotation globale unique à partir de laquelle

il pourrait, en fonction des spécificités de l'établissement, des besoins des élèves, organiser au mieux les enseignements » : une carte blanche au chef d'établissement pour augmenter - ou réduire - les horaires d'une matière d'une année sur l'autre. Les établissements scolaires seraient gérés comme des entreprises commerciales, les enseignants devenant la variable d'ajustement, avec un pouvoir exorbitant au chef d'établissement et à l'organisme de gestion qui l'emploie ! Une autre proposition est particulièrement insidieuse : « Une gestion intercommunale des établissements du 1er

degré permettant une utilisation optimale des moyens d'enseignement ». Dans ce schéma de « gestion intercommunale », des écoles publiques pourraient être amenées à fermer au bénéfice d'écoles privées, au nom de la rationalisation de l'utilisation des moyens. Une fois l'offre scolaire « optimisée », les parents n'auraient plus de vrai choix, entre l'école privée à côté, et l'école publique... beaucoup plus loin. On l'aura compris, le SGEC, se positionne pour s'engraisser sur le démantèlement de l'école publique, et pour s'émanciper encore un peu plus de la tutelle du ministère !

Evènements, culture, idées.

L'agglomération à l'horizon 2030 (2/3)

"Ma ville demain ?", par André Sentenac

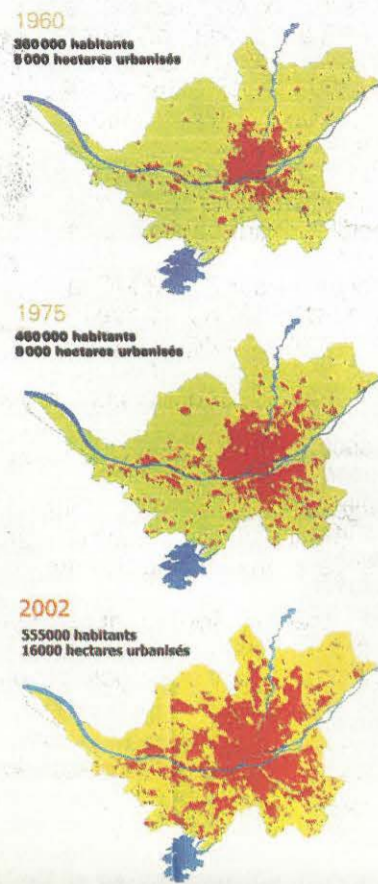
Quel peut être l'horizon 2030, comparé à l'horizon 2000 pour les habitants de 1970 ? Les impératifs, défis et résultats - incluant oublis, erreurs, échecs - permettent-ils de tirer des enseignements pour instruire une vision à 20 ans, c'est à dire pour « construire ensemble une vision collective de ce que nous souhaitons à long terme, de définir un cap et les chemins pour y parvenir aujourd'hui » ?

• La question foncière

C'est la clef de voûte de la politique d'aménagement. La maîtrise des sols est la condition première d'un bon urbanisme et l'agglomération devrait contrôler un maximum de terrains constructibles ou non. La difficile lutte contre la rétention foncière et le peu de moyens pour y parvenir risque de rendre très difficile l'avancée pour y parvenir. Le sol considéré comme valeur spéculative, la valeur à la plus forte croissance, permet au capitalisme foncier de poursuivre la transformation des zones urbaines par un processus continu de négociation des unités foncières. Après les vaines tentatives de créer en France un impôt foncier et immobilier pour que les plus-values profitent aux collectivités, on a pu mesurer la difficulté de s'attaquer à l'enrichissement sans cause.

• Vivre ensemble et espace public

Le vivre ensemble, comme fondement du projet urbain, est une



aspiration bien légitime des habitants de l'aire communautaire. Mais il est tributaire, pour une part, des choix des collectivités. Les problèmes fonciers cherté des terrains, plutôt que rareté - les difficultés du marché de l'emploi, le chômage, la mobilité contrainte, sont autant de facteurs déstabilisants pour l'atteindre. Qu'entend-t-on par vie urbaine alors que ni les habitants ni les caractéristiques de l'habitat ne suffisent à la définir, et ne faut-il pas, plus largement, mettre en question le vocabulaire de l'urbanisme par rapport au vécu des habitants. Par exemple, n'y a-t-il pas une tendance progressive à installer une démarcation entre espace public et espace privé, entraînant la disparition des espaces de transition. L'apparition de la notion de résidentialisation, l'implantation des digicodes aux entrées, les sas, la raréfaction des lieux où s'asseoir, sont symboliques de la disparition de la continuité extérieur/intérieur. Ils traduisent une certaine réalité de la vie urbaine actuelle où transparaît la méfiance de

l'autre. Peut-on désormais se parler sur un pas de porte, sur un palier ? Comment penser à de vrais espaces publics pour assurer la continuité urbaine alors que la ville est hétérogène et contradictoire ? Et quelle pertinence d'une aspiration à la mixité sociale dans un système spatial ségrégationniste ?

• **La ville durable**
De quoi s'agit-il pour

l'agglomération nantaise ? Est-ce une tendance forte, ou s'agit-il d'un phénomène passager mû par des considérations de circonstances ? Ce respect de l'environnement n'est pas sans ambiguïté. Pour François Asher, grand Prix de l'Urbanisme 2009, « il faut faire attention à l'usage parfois passéiste et antisocial de ville durable. La ville n'est par définition pas durable, elle ne doit pas être figée, elle se transforme en permanence. Trop souvent le souci de l'environnement prend la place du social. C'est très bien de faire des quartiers économes en énergie, mais la durabilité ne doit pas être un surcoût pour les pauvres. La ville durable doit être un compromis entre les exigences économiques, sociales et environnementales ».

André SENTENAC
Architecte et Urbaniste

LIRE

Tranches douces amères de "vie poétique"

Dans son dernier roman intitulé, "Comment gagner sa vie honnêtement", Jean Rouaud en guise de réponse à cette question en trompe l'oeil, nous livre des tranches de sa "vie poétique" avant et après 1968. Il raconte ainsi l'accumulation pendant ses années

d'université à Nantes, de « tous les petits boulots qui ne requerraient aucun talent particulier ».

Jean Rouaud, c'est d'abord un style. Il regrette que notre époque ne soit « plus disposée du tout à cette

patience, à cette lenteur, à cette attention aux choses » qui était celle d'alors. Lui, tout ce qu'il aime, ce sont « les adjectifs soyeux, les adverbes traînants, les contournements alambiqués, les antiphrases perfides, les prolégomènes fuyants... » D'où de longues phrases quasi proustiennes, riches en incises et en rebondissements.

Prix Goncourt en 1990 pour "Les champs d'honneur" Jean Rouaud est, à son corps défendant, un écrivain "régionaliste" qui s'est attaché « à rendre au plus juste l'esprit de son enfance, les lieux sans charme de ces campagnes de l'Ouest gorgés de vert et de pluie, l'extrême humilité de ses habitants ». Il est donc question de Saint-Louis à Saint Nazaire, de la Grande Paroisse, des chantiers navals de Méan-Penhoët.

« Qu'est-ce que l'époque m'a fait ? s'interroge-t-il finalement. Que dans ce juste refus du règne de l'argent et des mirages consuméristes, il ne restait que les petits boulots pour survivre. Et ce qui devait être une vie insouciant, libre et joyeuse se transformait, les années passant, en un sentiment de gâchis ».

Et pour le lecteur - malgré tout le plaisir du style retrouvé - une lancinante et irrésistible impression de malaise.

Jean Rouaud, "Comment gagner sa vie honnêtement". Gallimard NRF, 2010, 335 p. 19,50 €.



VOIR...



Zoom sur le Zénith

Aujourd'hui, toutes les grandes tournées passent par le Zénith de Nantes. Il est devenu une

étape incontournable pour les artistes qui ne font que 3 ou 4 dates en France.

Nantes Métropole organise une exposition de 300 photos de Valéry Joncheray, photographe officiel du Zénith. Petits et grands formats, clichés en couleurs et en noir et blanc retracent ainsi les 4 années du Zénith. « J'ai voulu montrer le "on" et le "off". Le Zénith fonctionne grâce aux artistes qui montent sur scène mais aussi grâce à celles et ceux qui travaillent en coulisse pour accueillir le public dans de bonnes conditions », explique Valéry Joncheray.

Jusqu'au 11 mars à Nantes Métropole, 2 cours du Champ de Mars. Le lundi, de 14h à 18h30, et du mardi au vendredi, de 12h30 à 18h30. Entrée libre.

MÉDIAS

Un français sur trois...

Dans un sondage réalisé par l'IFOP pour "La Croix" dans dix pays, la France se distingue comme celui où le rejet du capitalisme est le plus élevé : 33% de Français disent que c'est un système qui fonctionne mal et qu'il faut l'abandonner.

Partout, une majorité de l'opinion juge fortement probable qu'une nouvelle crise économique éclatera dans les prochaines années. C'est le cas pour neuf Français sur dix, les trois quarts des Chinois et les deux

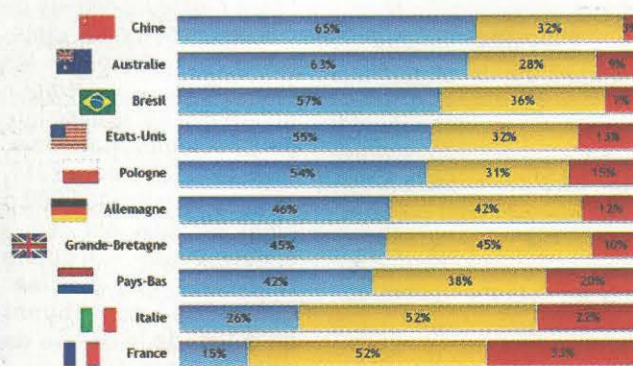
tiers des Néerlandais. Corollaire de ce sentiment, il y a désormais une demande très forte pour plus de réglementation.

les entreprises qui délocalisent soient obligées de rembourser les aides publiques qu'elles ont touché (87% en Allemagne), et

peuvent pas les conditions minimales de dignité des salariés ou qui pratiquent le dumping social, environnemental ou fiscal. Enfin, 70% des Français interrogés sont favorables à une lutte organisée contre les OPA lancées par des entreprises étrangères à l'encontre des entreprises françaises.

« Le clivage entre les élites et les populations est désormais assez net sur ces sujets. Il y a une vraie attente des populations pour la mise en place de nouvelles règles du jeu, voire d'un peu de protectionnisme », souligne le directeur adjoint des études de l'IFOP.

Question : Concernant l'économie de marché et le capitalisme, diriez-vous qu'il s'agit d'un système qui... ?



■ Fonctionne plutôt bien et qu'il faut conserver

■ Fonctionne plutôt mal mais qu'il faut conserver car il n'y a pas d'autre alternative

■ Fonctionne mal et qu'il faut abandonner

92% des Français ver-

raient d'un bon ? il que

90% souhaitent taxer les produits qui ne res-

près de vous

Vertou



Mobiliser les familles pour la reconstruction du collège

Vigilant et combatif, Michel Gouty, conseiller municipal de Vertou ne cesse de l'être pour sauver le collège Jean Monnet. A la suite de l'annonce du Conseil général qui entend mettre en place une commission pour observer l'évolution des effectifs des collèges de la ville, l'élu vertavien « lance un appel aux familles [...] d'inscrire massivement leurs enfants au collège Jean-Monnet ». En effet, comme il le rappelle maintenant depuis plusieurs mois les effectifs des collèges sont connus et il juge démagogique cette proposition de commission : « car la décision de fermeture du collège Jean Monnet crée les conditions pour dissuader les familles d'inscrire leurs enfants dans ce collège et en fait aboutira au constat que les effectifs sont en baisse ».

D'où cet appel de l'élu communiste aux familles, une appel pour obtenir aujourd'hui la reconstruction du collège Jean Monnet car pour lui, « c'est la pérennité du service public d'éducation qui est en jeu à Vertou ».

CARENE

Logement : des craintes pour l'avenir

A l'occasion du vote sur le PLH Christian Saulnier, vice président de la Carene, s'il s'est félicité de l'effort de la collectivité en faveur du logement social, a néanmoins exprimé quelques craintes. Ce PLH indique-t-il « va être mis en œuvre alors que non content de se désengager l'Etat pompe dans les recettes des offices HLM et qu'avec plus de 3 millions de personnes à la recherche d'un logement, notre pays connaît une crise sans précédent depuis près de 60 ans ». Pourtant ajoute-t-il, « chacun sait que le rôle des collectivités locales dans la construction de logements sociaux neufs est déterminant. Avec la RGPP et la réforme des collectivités, avec la réforme fiscale annoncée pour l'été, aurons-nous, demain, les moyens de nos ambitions ? »

Finances publiques

La cours des comptes met en garde

A nos confrères de Presse Océan Catherine de Kersauson, présidente de la cours des comptes, déclarerait au sujet de la situation financière des collectivités locales « les effets de la crise, le gel annoncé des dotations de l'Etat, la réforme de la taxe professionnelle et le recours accru à l'emprunt pourraient, à court terme, dégrader les capacités d'autofinancement net des collectivités ». Oui, madame la présidente, les collectivités sont bel et bien étouffées par les choix gouvernementaux.

L'invité

Même à la Baule il est possible de construire du logement social

Le PLH (plan local d'urbanisme) de la Baule élaboré en 2007 prévoyait à terme, en 2013, la création de 258 logements.

Compte tenu du très faible taux de logements sociaux (5,7%) sur la commune, la majorité de droite affichait alors « sa bonne volonté » d'appliquer l'article 55 de la loi SRU. Notons que le futur PLU de la Baule prévoit une augmentation de population de la commune de 1500 à 2000 personnes... et la création de... 1800 logements en « respectant » la règle des 30% de logements sociaux. Or force est de constater que des paroles aux actes, il y a un abîme. En effet à 2 ans de l'échéance la ville a construit... 16 logements locatifs sociaux destinés à des ménages.

Tout est prétexte pour justifier le retard. L'argument principal est le manque de réserves foncières et leurs coûts. Nous affirmons que c'est faux et qu'avant tout il s'agit de décisions politiques. La preuve était donné lorsque la municipalité a décidé de vendre 15000 m2 de foncier municipal... à l'évêché pour construire un collège privé ; sans compter la vente à un architecte Angevin d'un bâtiment au centre ville de la Baule qui pouvait être transformé en logement social... D'autres exemples existent et ils sont nombreux.

Souignons aussi la volonté et le zèle de M. Metaireau d'acquiescer pour 2 ou 3 M€ le bâtiment affecté aux services des pensions de l'éducation nationale après que le ministère ait pris la décision de s'en séparer au prétexte de rénovations trop coûteuses et cela sans tenir compte des 250 fonctionnaires et leur familles qui vont être « délocalisés ».

Les élus de gauche du conseil municipal ne cessent d'intervenir pour dénoncer le double langage et la mauvaise volonté de cette municipalité.

Nous affirmons que le vieillissement croissant de la population met gravement en cause la mixité sociale. Si rien n'est fait, la Baule deviendra une vaste maison de retraite.

Comment répondre aux travailleurs, notamment ceux affectés à l'aide aux personnes (indispensable) si ceux-ci sont obligés de se loger à 20 ou 30km de leur lieu d'emploi. Comment répondre à tous ces saisonniers qui travaillent dans l'hôtellerie et les services si ceux-ci sont obligés de se loger dans un camping ou chez un particulier et payer un loyer amputant leur maigre salaire de 50%.

C'est prouvé, il existe des moyens et des solutions pour créer du logement social à la Baule mais il faut une véritable volonté politique pour y parvenir. Or force est de constater que la logique de droite est de favoriser les équipements et investissements de prestige au bénéfice de ceux qui ont de l'argent et au détriment de ceux qui vivent et travaillent à la Baule.



Gérard DENOYELLE
Conseiller Municipal - La Baule

L'activité

CARENE

Sarkozy aux chantiers navals : Rien sur le long terme !

Le 25 janvier dernier, Nicolas Sarkozy se rendait pour la troisième fois de son mandat sur le site des chantiers navals de Saint-Nazaire. Il venait annoncer la signature d'un accord avec la Russie pour la réalisation de bâtiments de projection et de commandement (BPC) ainsi que le lancement d'un appel d'offres pour la construction d'éoliennes en mer dont pourrait bénéficier St-Nazaire.

Pour le groupe des élus communistes à la Carène, si ces annonces du chef de l'Etat « interviennent après des mois de mobilisation des salariés et des élus locaux », « elles montrent de sérieuses limites » qui ne les rassurent pas sur l'avenir du site.

En effet, ils considèrent que la construction de bâtiments militaires se fait au détriment du site de Brest et que si l'émergence d'une filière éolienne dont STX pourrait être partie prenante est une bonne nouvelle, « la vocation première des chantiers est de construire des bateaux ».

Autre grief évoqué par les communistes, celui de la spécialisation. Pour eux l'avenir réside dans la diversification et non dans la spécialisation de construction de paquebots. Mais avant tout « ce dont souffre la construction navale, comme l'ensemble de l'industrie, c'est de l'absence d'une politique industrielle forte qui remette la finance à sa place et qui repose sur un socle social fort, des emplois stables et correctement rémunérés ».

Nantes

Ville touristique

Nantes Métropole sollicite la dénomination de la ville de Nantes en commune touristique. Une demande tout à fait valable pour Raymond Lannuzel puisque cette ville est reconnue par les visiteurs « pour la qualité et la diversité de son offre culturelle et touristique ».

Aspect intéressant de ce classement il permet de développer la qualité des infrastructures et en particulier des infrastructures de transport puisqu'il est désormais possible « pour l'ensemble des autorités organisatrices de transports urbains ayant sur leur territoire une commune touristique, de majorer leur taux de versement transport de 0,2% » rappelle l'élu.

Vigilant, il tient toutefois à lever une ambiguïté puisque la dénomination de ville touristique peut être différemment interprétée soit que l'on parle du code du tourisme comme c'est le cas à Nantes, ou du code du travail. Or, ajoute-t'il, « nul n'ignore ici les préoccupations des salariés pour lesquels le fait de travailler dans une zone touristique les expose à la suppression de l'obligation de repos hebdomadaire ».



Région

« Un budget à la hauteur des enjeux de société »

A la région des Pays de la Loire, le groupe des élus communistes a voté des deux mains un « budget à la hauteur des enjeux de société qui requièrent une mobilisation politique autour de valeurs clés : la gestion au service de l'intérêt général et la mise en pratique de la solidarité au quotidien » expliquera Véronique MAHE. C'est dans un cadre restreint par la réforme des collectivités et des finances locales et dans un contexte de crise que la région fait preuve « d'audace » : 133 millions d'euros pour l'économie, la recherche, l'innovation et la pérennisation de l'emploi local. L'élu note l'importance des politiques solidaires, « utiles pour faire reculer les inégalités » parmi lesquelles : la gratuité des formations de niveau IV, la formation des détenus, un pack pour l'autonomie des jeunes, la gratuité des manuels scolaires...

Ambition soutenue, également, en matière de transport avec un budget de plus de 306 millions d'euros dont 132 pour le ferroviaire. Une enveloppe pour le ferroviaire qu'Europe Ecologie - Les verts aurait refusé de voter au prétexte qu'ils ne veulent pas d'une ligne Nantes-Rennes qui relirait l'aéroport. Cette entreprise démagogique les a conduit également à voter contre - entre autre - la réouverture de la ligne Nantes-Châteaubriant, le transfert modal de la route sur le fer, l'amélioration de la ligne Nantes Bordeaux... Une position pas très grenello-compatible.

Mais, pour les communistes l'essentiel reste ce budget au service des ligériens. Ils rappellent toutefois leur volonté de voir l'Etat se doter « d'une vraie réforme fiscale, privilégiant l'imposition progressive en fonction de la richesse de chacun, la taxation des profits et des transactions financières et assurant des moyens dédiés à chaque niveau territorial », bien loin des dispositions prises par la droite.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Fédération

Vendredi 11 février : Banquet départemental du PCF salle de la carrière à St Herblain.

Nantes

Jeudi 17 février : Forum citoyen sur l'utilisation de l'argent avec pour thème « comment sortir de la crise » avec Nasser Mansouri (CGT) à 19H00 à la médiathèque de Nantes.

Huma café

Vendredi 18 février : « C'est qui les marchés ? » à 18H00 au lieu unique à Nantes.

St Nazaire

Mercredi 23 février : Forum citoyen « gratuité des transports publics, réalisme ou utopie ? » à 20H00, Agora 1901 à St Nazaire.

■ Commémorations

De nombreuses commémorations vont avoir lieu le week-end du 12 et 13 février. **Le samedi 12 février à 11H00 au terrain du Bêle à Nantes,** un hommage sera rendu aux fusillés des procès des 42 et des 16 FTP. A cette occasion la dernière lettre de Jean FRAIX, fusillé au Bêle le 25 août 1943 sera lue.



Le Samedi 12 février à 14H00 salle Renée LOSQ à Sainte Luce sur Loire, un hommage sera rendu aux époux LOSQ. Jean avait été fusillé le 13 février 1943 au Bêle pendant que Renée était déportée à Ravensbruck.

Le dimanche 13 février à 11H00, une cérémonie aura lieu au cimetière de la Chapelle Basse Mer devant le carré des Républicains espagnols entré dans la résistance française et fusillés eux aussi le 13 février 1943.

■ Le banquet des jeunes communistes aux couleurs de l'Afrique du Sud

Le Festival Mondial de la Jeunesse et des Etudiants, qui s'est déroulé à Pretoria en fin d'année 2010 à été l'occasion comme vous le savez, pour une cinquantaine de Jeunes communistes français de partir dans ce pays, deux jeunes camarades de Loire-Atlantique ont ainsi pu se joindre à cette délégation. **Leur voyage en Afrique du Sud sera donc au cœur d'un banquet organisé par la JC du département le Vendredi 25 Février.** Au programme, une soirée avec repas convivial et fraternel qui permettra à Pierre et Pauline de réaliser un compte-rendu du travail politique mené durant ces deux semaines, mais également la projection d'un film, exposition et débats... C'est donc dans la perspective de partager cette expérience inoubliable que les jeunes communistes de Loire-Atlantique sont heureux de vous convier au Banquet « retour d'Afrique du Sud » le 25 février à la Fédération du PCF. **Pour y participer, veuillez remplir le coupon ci-dessous et nous le retourner à JC44, 41 rue des Olivettes 44000 NANTES. Le prix du repas est de 15 euros.**

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Tel :
 Nombre de participants :

Pour nous contacter : 06 16 24 71 54

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
 Commission paritaire: N° 0310 I 86504
 Imprimerie: IMPRAM Lannion
 Composition: SEM Locminé
 Responsable de la rédaction:
 Jérôme TURMEAU
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
 Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
 e-mail: redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
 Marie-Annick BENÂTRE
 Yannick CHENEAU
 Pedro MAIA
 Jean-Yves MARTIN
 Mireille PERNOT
 Yann VINCE



Vite lu...

■ Huma café

Le prochain rendez-vous de l'Huma café sera consacré aux marchés. Des marchés qui dominent l'économie mondiale et qui font débat. L'invité de la soirée sera Dominique SICOT, économiste qui a été collaboratrice dans de nombreuses revues économiques. Elle est actuellement chef du service économique de l'Humanité dimanche.

Le prochaine Huma café se tiendra :

**Vendredi 18 février
 à 18H30
 Salon de musique du Lieu unique
 à Nantes**

■ Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Claude DAUCE, militant communiste de la section de la Presqu'île. Claude s'est très tôt engagé politiquement. Résistant déporté pendant la guerre, il était un militant actif du Parti communiste et militant associatif au Secours populaire. Apprécié pour sa sensibilité et son rejet des injustices, il était toujours prêt à rendre service. Nous présentons à sa femme Lucie, à sa famille et à ses proches, nos plus sincères condoléances.



8 Des révoltes populaires contre le despotisme

Par Pauline FLEURIMONT

Depuis les révoltes et le départ de Ben Ali en Tunisie, c'est une par-

tie du monde arabe qui connaît des bouleversements. L'Égypte n'attend pas longtemps avant de se révolter, elle aussi. En effet, depuis maintenant pas loin de dix jours, le mouvement de contestation réclamant le départ de Moubarak et appelant à de nombreuses manifestations a déclaré qu'aujourd'hui (vendredi) serait « le jour du départ » pour le président qui « en avait assez d'être président et qui aimerait abandonner le pouvoir maintenant, mais qu'il ne peut le faire de peur que le pays ne sombre dans le chaos » c'est par ces mots, annoncés à la télévision américaine, que Moubarak donne son avis sur la situation de son pays qui connaît un tournant politique et historique, et en outre une crise violente faisant par

ailleurs énormément de morts et de blessés entre les deux camps. Si aujourd'hui (vendredi), 500 000 égyptiens se sont rassemblés à Alexandrie, on peut par ailleurs

« les égyptiens eux sont bien décidés à poursuivre la lutte, en maintenant la pression sur le président et sur l'armée »

noter l'omniprésence de l'armée dans cette bataille, le sort du pays semble dépendre d'elle. Si Moubarak déclare vouloir rétablir la confiance, les égyptiens eux sont bien décidés à poursuivre la lutte, en maintenant la pression sur le

président et sur l'armée qui tient une place ambiguë mais dont les menaces n'effraient pas les opposants au système. Et tandis que Mohamed El Baradeï promet au peuple que « le changement arrive », on espère que le peuple aura le dernier mot et que le pays sortira enfin de cette crise, de la confusion et de la violence.

